

L'investissement de l'État dans les hautes technologies : une approche keynésienne

Les grands progrès technologiques qu'ont connus les dernières décennies avaient été préparés par des investissements étatiques très importants. Dans la crise actuelle, après avoir sauvé le système financier, il est indispensable de trouver le financement des investissements nécessaires pour préserver et (si possible) développer l'économie réelle en assurant le plein emploi de nos ressources humaines. Nous suggérons ici qu'une autre gouvernance de l'Euro soit mise en place, pour que celui-ci offre aux pays membres de l'Union européenne, les mêmes possibilités que celles qu'offre le Dollar à l'économie américaine.

par Daniel PICHOU*^{*}

INTRODUCTION

Après avoir quitté, en 1999, la Délégation générale pour l'Armement (DGA), où j'ai exercé des responsabilités dans le domaine des hautes technologies, j'ai beaucoup réfléchi à la grande difficulté à laquelle je m'étais heurté, au cours de ma carrière, pour trouver le financement nécessaire aux études préalables et au développement industriel de matériels nouveaux et innovants. En ces temps de crise économique majeure, je pense que l'Etat

doit se donner les moyens de mettre l'économie au service du bien-être des citoyens. Passionné par l'économie, je m'intéresse depuis maintenant dix ans aux travaux de mon ami Alain Parguez (1), qui est professeur à l'Université de Franche-Comté, à Besançon. Je pense y avoir trouvé une réponse satisfaisante à mes questionnements et c'est pourquoi j'ai décidé de soutenir son action.

* Ingénieur général de l'Armement (2^e section).

(1) Cf. JG Bliet et Alain Parguez « Le plein emploi et le chaos » *Economica* 2006 et www.neties.com/newsap

Aujourd'hui, la crise économique et l'élection du Président Obama me confortent dans mon désir de contribuer à expliquer le message postkeynésien (2), en m'appuyant sur mon expérience professionnelle dans le domaine aérospatial.

L'Etat ne doit avoir peur ni de la dette ni du déficit, si ceux-ci permettent de financer les investissements (matériels et immatériels) qui contribueront à accroître la richesse de la Nation. L'Etat doit, si le plein emploi n'est pas assuré, financer efficacement les projets technologiques prometteurs – mais risqués – que l'industrie ne peut pas (ou ne veut pas) mener à bien sur financement bancaire, ainsi que toutes les actions régaliennes et tous les investissements publics utiles, dans la seule limite de la force de travail disponible. Cet article exposera des idées qui sont appliquées en grande partie aux Etats-Unis depuis l'administration Roosevelt (3) et qui ont toutes les chances d'occuper une place centrale dans la politique économique du Président américain Barack Obama (4). En conclusion de cet article, l'idée sera suggérée qu'une autre gouvernance de l'Euro soit mise en place pour que celui-ci offre aux pays membres de l'Union européenne, les mêmes possibilités que celles qu'offre le Dollar à l'économie américaine.

LES GRANDS PROJETS DE HAUTE TECHNOLOGIE (voir l'illustration 1)

Dès le début de ma carrière à la DGA, en 1966, j'ai choisi de contribuer au grand dessein de doter la France de moyens de lancement balistiques et spatiaux. Pour ce grand programme visant à contribuer à doter notre pays de l'arme nucléaire, de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et d'un système balistique sol-sol sur le plateau d'Albion, ainsi qu'à lui donner accès aux applications spatiales civiles et militaires, le Général de Gaulle avait décrété : « L'intendance suivra ! ». Malgré le scepticisme des spécialistes américains, les objectifs ont été atteints, l'intendance ayant suivi... Mon propos

n'est pas de conter ici ces belles pages d'histoire – que les lecteurs intéressés pourront trouver dans les fascicules de l'histoire de l'armement publiés par le Centre des Hautes Etudes de l'Armement (CHEAR) (5) –, mais bien d'exposer les enseignements que je tire de plus de vingt années de responsabilités dans le domaine des technologies balistiques et spatiales, notamment en ce qui concerne le financement des recherches, du développement, de la mise en service et de l'entretien de systèmes de haute technologie.

Tout d'abord, il convient de bien comprendre ce que recouvre le terme de haute technologie ; il s'agit non seulement de connaissances scientifiques et techniques, mais aussi d'un savoir-faire, qui se décline en méthodes de conduite de programme, en procédés de fabrication, en outillages, en formation et maintien à niveau d'équipes disposant des connaissances et des « tours de main » nécessaires, en méthodes d'assurance de la qualité... Sachant cela, l'on comprend mieux qu'afin d'acquiescer un système de haute technologie, des investissements matériels et immatériels très coûteux sont indispensables.

Un grand projet, cela nécessite un client qui soit doté des moyens d'évaluer la satisfaction de son besoin, un architecte industriel d'ensemble et la constitution des capacités de réaliser les ensembles (par exemple, des missiles), les sous-ensembles (par exemple, les divers étages du missile), les équipements (par exemple, la

(2) Les économistes postkeynésiens organisent un colloque international tous les deux ans à l'Université de Bourgogne, à Dijon.
www.u-bourgogne.fr/cemf

(3) En 1934, Keynes avait rencontré Roosevelt (voir Black, C (2003), *Roosevelt Public affairs*, New York).

(4) La relance de la production d'électricité « verte » aux Etats-Unis : une rencontre entre Prométhée... et Keynes (Marc Magaud et Daniel Ochoa, in *Réalités Industrielles*, novembre 2009, p. 96).

(5) CHEAR, Département de l'histoire de l'armement : « Un demi-siècle d'aéronautique en France », fascicules sur : les missiles balistiques (un tome), les équipements (deux tomes) et les études et recherches (deux tomes), accessibles à l'adresse
www.chear.defense.gouv.fr/fr/histoire/ouvrages_comaero_index.htm

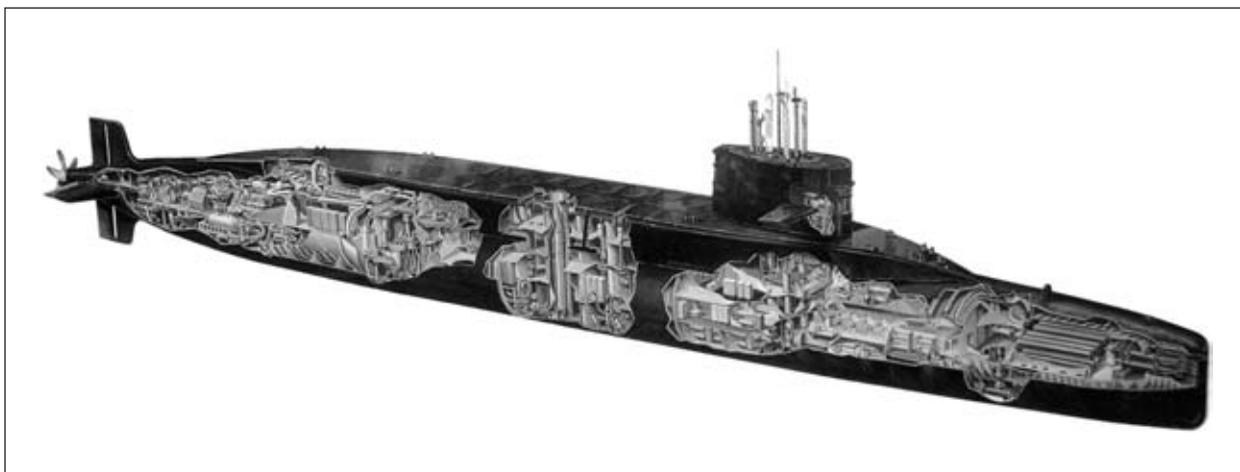


Illustration 1 : Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins (SNLE Le Redoutable). Dessin DGA / DCAN.

centrale de guidage du missile), les composants des équipements (par exemple, les circuits électroniques intégrés qu'ils comportent). La réussite du projet repose sur la faisabilité de toutes ses composantes, qui passe par la réalisation de prototypes et leur évaluation, la mise en place d'outillages de production (le plus souvent très onéreux) et la résolution de ce que l'on appelle « les points durs », laquelle suppose, dans bien des cas, que l'on fasse appel à des scientifiques de haut niveau issus du monde universitaire, ou que l'on recoure à la contribution de PME innovantes.

En résumé, on retrouve le 1 % d'inspiration et les 99 % de transpiration que mentionnait Thomas Edison à propos de ses inventions... On a souvent oublié, en France et en Europe, les 99 % de transpiration nécessaires pour obtenir un système opérationnel. C'est ainsi que des idées nées ici ont été reprises ailleurs, notamment aux Etats-Unis, qui ont été amenées au stade de produits commercialisables, alors que nous en restions, en Europe, au stade des prototypes ou des produits de laboratoire. La radioactivité (Becquerel), la fission nucléaire (Hahn et Strassmann), l'astronautique et la navigation par inertie (Robert Esnault-Pelterie), l'algèbre de Boole, la machine de Turing, l'avion à réaction (Heinkel et Messerschmitt), le radar (Watson-Watt), le missile balistique (équipe de Peenemunde) sont des découvertes européennes : si les premiers développements industriels importants ont eu lieu aux Etats-Unis, c'est grâce à de grands programmes que l'Etat américain a financés.

L'ACTION DE L'ÉTAT ET LES CONDITIONS DE SON SUCCÈS

Dans le cas des programmes balistiques et spatiaux français, le succès a été dû (selon mon expérience) aux principales mesures ci-après, que l'Etat a prises :

- la création d'organismes spécialisés : la Délégation ministérielle pour l'Armement (DMA), en 1961 (devenue DGA en 1977), et le CNES, en 1962 ;
- la création d'un architecte industriel, la SEREB, mandataire de l'Etat puis, progressivement, le choix et le financement d'une maîtrise d'œuvre industrielle, pour les missiles et les satellites ;
- la création de centres d'essais spécialisés : le CIEES d'Hammaguir, le centre d'essais des Landes, le centre spatial guyanais, le Centre d'assemblage et d'essai des propulseurs (CAEPE), près de Bordeaux... ;
- le développement et la structuration d'une industrie des équipements, ainsi que la mise en place de moyens d'essais, de production et d'évaluation étatique pour cette industrie ;
- en matière de recherche et de capacités d'études, la création de la DRET, une direction spécialisée de la DGA, chargée de faciliter les contacts industrie/université et le financement des recherches scientifiques et techniques, tant dans les laboratoires universitaires que dans les PME.

Tous ces investissements ont été soutenus par des lois de programmation pluriannuelles qui n'ont jamais été fondamentalement remises en cause. Par ailleurs, une synergie totale entre les programmes spatiaux et les programmes balistiques a été maintenue, assurant le maximum d'efficacité aux dépenses engagées : c'est ainsi que le programme d'études de base, commun au programme de missiles balistiques et au programme spatial, conduisit au lancement du premier satellite français (la capsule technologique A1, par le lanceur « Diamant », le 20 novembre 1965). Cet exploit, obtenu sous maîtrise d'œuvre industrielle SEREB, était réalisé 43 mois après que le CNES eut confié la maîtrise d'ouvrage du programme à la DMA.

Outre les programmes balistiques et spatiaux, l'Etat français a financé (seul, ou en coopération avec d'autres Etats européens) d'autres grands programmes – parmi lesquels le programme électronucléaire, le programme Concorde et le programme Airbus (qui a bénéficié énormément de la technologie développée pour la réalisation du Concorde).

Force est de constater que dans nombre de domaines, le niveau technologique de notre pays résulte, pour l'essentiel, de l'effort budgétaire consenti par l'Etat en faveur de ces programmes. En effet, et c'est là un point qui fait également consensus aux Etats-Unis, il est rare que l'industrie privée entreprenne de financer de grosses dépenses portant sur des programmes, dont le retour sur investissement n'est pas garanti. Pour développer des produits nouveaux exigeant de tels investissements, il faut que ce soit l'Etat qui assume le risque. Aux Etats-Unis, il est courant, pour l'Etat fédéral, de passer des commandes importantes à l'industrie, même si le risque d'échec ou de dérapage financier du programme est important. Ainsi, beaucoup de produits ont d'abord été acquis par l'Etat à des prix « étatiques », avant d'être mis sur le marché à des prix commerciaux (les prix « étatiques » d'acquisition d'exemplaires de présérie permettant de couvrir le coût des études, des prototypes et de la mise en place des outillages de production).

LA NÉCESSAIRE INTERVENTION DE L'ÉTAT : LE MESSAGE POSTKEYNÉSIE

« *The outstanding faults of the economic society in which we live are its failure to provide for full employment and its arbitrary and inequitable distribution of wealth and incomes.* » (6)

C'est ainsi que débute le chapitre 24 de la *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de John Maynard Keynes, intitulé « *Concluding notes on the*

(6) « Les imperfections marquantes de la société économique dans laquelle nous vivons sont son échec à assurer le plein emploi et sa distribution arbitraire et inéquitable de la richesse et des revenus ».

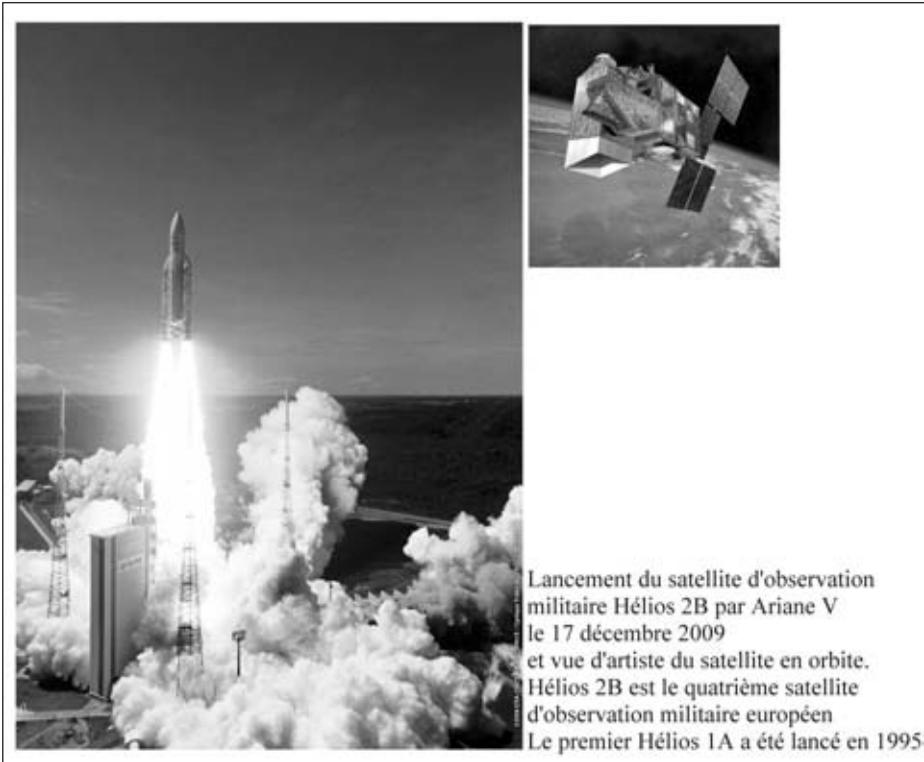


Illustration 2 :
Lancement du satellite d'observation militaire Hélios 2B par Ariane V.

social philosophy towards which the General Theory might lead » (7).

Dans cette phrase écrite en 1936, on trouve l'annonce des crises à venir, dont celle que nous traversons actuellement.

Contrairement à l'image que l'on a voulu donner de lui, Keynes était un libéral : il croyait à la supériorité de l'entrepreneuriat privé sur le dirigisme étatique en ce qui concerne l'efficacité, mais il percevait bien les risques inhérents au seul jeu des intérêts privés. Là où il demandait l'intervention de l'Etat, c'était pour fixer les règles du jeu de la concurrence et pour relancer l'activité quand l'économie entre en récession. Selon Keynes, le chemin qu'il traçait ainsi, devait conduire à une société plus sereine et à des échanges internationaux moins conflictuels, grâce à un plein emploi assuré partout...
Devant une dépense justifiée et pour laquelle les compétences techniques et les moyens humains existent, la question posée est, toujours : « qui va payer ? », et, trop souvent, l'étude ou le développement ne se réalisent pas. Le lancement d'un véritable Plan Pluriannuel Spatial Militaire en est une bonne illustration. S'il était compréhensible, dans les années 1960 (une époque où le plein emploi était quasiment assuré en France), de ne pas pouvoir financer un programme de lanceurs et de satellites militaires, je comprenais moins, en 1982, alors que tous les moyens existaient pour le réaliser, que l'on suspende les travaux du premier programme de satellite d'observation militaire, programme qui ne redémarrera qu'en 1986 (et dont, par la suite, le financement a dû être étalé sur une durée de neuf ans) (voir l'illustration 2).

Les leçons de macroéconomie de Keynes, que l'on avait oubliées, ainsi que celles, plus récentes, du grand éco-

nomiste américain Robert Eisner, auraient sans doute été alors d'un très grand secours. Eisner, à l'époque, avait pourtant rédigé pour le gouvernement français un rapport montrant que le déficit n'était pas un problème pour la France, et que la politique d'investissements publics pouvait être poursuivie. Mais il n'avait pas été écouté (8).

Robert Eisner (1922-1998) a été « *William R. Kenan Emeritus Professor* » de la *Northwestern University* (aux Etats-Unis) et Président de la prestigieuse *American Economic Association*. Il était célèbre pour ses contributions à la compréhension de l'investissement, du comportement en matière de consommation, de la théorie macroéconomique, et des politiques monétaires et fiscales. Son livre testament « *The misunderstood economy: what counts and how to count it* » (Harvard Business School Press), publié en 1994, contient beaucoup de clés permettant de résoudre nos problèmes économiques actuels, même si certaines de ses propositions doivent être adaptées au monde d'aujourd'hui (je reviendrai sur ce point dans ma conclusion). Malheureusement, cette lumineuse leçon de macroéconomie est restée ignorée de la plupart de nos économistes modernes (en tout cas, de tous ceux qui préconisent la diminution des « déficits » publics comme unique solution de nos difficultés actuelles).

Aujourd'hui, je crois – hélas – que la récession est là et, s'il est encore possible de tenter quelque chose contre l'idéologie anti-déficit public et la peur de la dette, je

(7) Notes de conclusion sur la philosophie sociale à laquelle la « Théorie Générale » pourrait conduire.

(8) Eisner : « *Which way for France?* », dans la revue américaine *Challenge*, july/august 1983.

voudrais exposer les principales analyses de Robert Eisner, qui me paraissent susceptibles de convaincre les plus réticents. Que nous dit cet économiste ?

La richesse d'une Nation

La réduction du déficit public n'est pas une fin en soi ; le but véritable doit être d'aider l'économie à procurer une existence meilleure aux citoyens. Eisner souligne les limites de la comptabilité publique, qui néglige (ou apprécie mal) la valeur des prestations des services publics et des productions domestiques, ainsi que celle de la qualité de l'environnement. Il précise ce qui compte vraiment et de quelle manière le comptabiliser. Il souligne que notre avenir (et aussi celui de nos enfants) dépend de notre activité, qui permet d'épargner et d'investir. Au niveau macroéconomique, les économies réalisées par un acteur (son épargne) peuvent très bien produire une réduction de l'épargne globale de la Nation, en raison de la désépargne forcée des acteurs auxquels on a cessé de passer des commandes, lesquels doivent, pour vivre, puiser dans leur épargne. Le plein emploi (judicieux) des ressources humaines est donc toujours préférable, pour accroître la richesse d'une Nation. Cette richesse est constituée d'un capital humain, d'actifs domestiques réels (nouvelles usines, magasins, immeubles de bureaux, logements...) et de créances sur l'étranger. Au niveau macroéconomique, en comptabilité nationale, Epargne = Investissement. Eisner considère que ce n'est là rien d'autre qu'une égalité comptable, qu'il faut se garder d'interpréter de manière erronée. Toute mesure de politique économique (y compris la fiscalité) doit être jugée sur sa performance en matière d'investissement total de la Nation : si une mesure n'accroît pas l'investissement national, elle n'accroîtra pas l'épargne nationale et, par voie de conséquence, la Nation s'appauvrira.

En faveur de l'investissement utile, la dépense publique est toujours justifiée

Quand les ressources (humaines et matérielles) d'un pays ne sont pas pleinement utilisées, les accroissements de consommation ne se font pas au détriment de l'investissement : ils s'accompagnent, au contraire, de plus d'investissements. Les dépenses et les déficits publics (contrairement à ce que l'on pense généralement) ont contribué à plus (et non pas à moins) d'investissements pour le futur. On peut avoir plus, aujourd'hui (et plus, aussi, demain), si l'on utilise à bon escient ces dépenses et ces déficits. *A contrario*, si on les diminue, on peut souffrir aujourd'hui, sans aucun gain (voire, peut-être, avec une perte), demain. La loi de Ricardo sur l'avantage comparatif doit s'appliquer : on ne doit pas avoir peur du libre-échange, si l'on sait garder et développer

les activités qui incluent cet avantage comparatif, ce qui suppose d'investir dans le capital humain, dans l'éducation, la formation et la recherche (Eisner classe le financement de ces activités dans la rubrique : « investissement national »).

Il ne faut avoir peur ni de la dette publique ni du déficit public

Eisner souligne qu'une grande partie de la dette est détenue par des nationaux (et qu'il ne s'agit donc pas véritablement d'une dette nationale) et que, même si la dette détenue par des étrangers croît, elle est libellée en monnaie nationale, ce qui fait que la Nation ne peut jamais être en faillite, car la Banque centrale peut racheter sur les marchés les bons émis par le Trésor. Si l'Euro était géré comme le Dollar, les pays de l'Euro pourraient bénéficier du même avantage.

Par ailleurs, il faut tenir compte des avoirs nationaux à l'étranger, et donc de la dette que l'étranger a vis-à-vis de la Nation : seul le différentiel a un coût et ce coût est faible, une fois rapporté à la production nationale.

S'appuyant sur l'étude de la dette et du déficit américains entre 1939 et 1993, Robert Eisner tire les conclusions suivantes :

- les déficits peuvent avoir un effet positif s'ils génèrent du pouvoir d'achat pour augmenter la production nationale, qui, sans cela, manquerait de commandes : il convient de s'interroger sur les moyens les plus productifs d'utiliser ces déficits pour accroître la richesse nationale ;
- les déficits contribuant à augmenter l'emploi domestique n'ont jamais été associés à un quelconque accroissement de l'inflation ;
- dans une économie de sous-emploi, les déficits ne doivent pas être considérés comme trop importants. Ils doivent être (et seront) réduits au fur et à mesure que l'on réduira le chômage, que l'on accélérera la croissance et que l'on aura une économie prospère (la contrainte de 3 % que le Pacte européen de stabilité s'est fixée est donc une absurdité !). Dans une telle situation de sous-emploi, une décision de réduction du déficit va réduire le PNB selon sa définition conventionnelle, l'investissement industriel, l'investissement immobilier et l'investissement public en capital physique et humain, qui est vital pour la préparation de l'avenir de nos enfants que nous prétendons protéger. Seuls une augmentation et un bon usage du déficit peuvent permettre le retour à une croissance suffisante pour résorber le chômage et garder (et, si possible, améliorer) nos avantages compétitifs. La seule façon de préparer l'avenir, dès aujourd'hui, consiste à créer le capital humain et matériel national (public ou privé) qui sera utilisé dans le futur. Ce n'est qu'à cette condition que l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants sera assuré : en investissant

dans les outils qui leur permettront de satisfaire leurs besoins.

Dans une situation de sous-emploi, un pays maîtrisant sa monnaie peut toujours neutraliser les contraintes extérieures et les risques d'inflation

Un pays maîtrisant sa monnaie s'endette dans sa monnaie : il ne peut donc pas être mis en faillite, car sa Banque centrale peut à tout moment racheter les obligations émises par son Trésor (notons que ce n'est pas le cas des pays de l'Euro). La condition à remplir pour éliminer toute contrainte extérieure est de laisser flotter le taux de change, ce qui renchérit, certes, les importations, mais ne conduira en aucun cas à une cessation de paiements.

Robert Eisner a montré qu'il ne faut pas postuler l'existence d'un taux de chômage « naturel » relativement important – un taux au-dessous duquel l'inflation deviendrait incontrôlable. De forts taux de chômage réussissent à abaisser les taux d'inflation, comme en témoignent les expériences canadienne et européenne des vingt dernières années. En revanche, quand les taux de chômage sont moyens, voire faibles, la relation entre taux de chômage et inflation est inexistante (dit autrement, en langage d'économiste, la courbe de Phillips de ces taux de chômage est horizontale). Une diminution du chômage n'entraîne que peu (voire pas du tout) d'inflation. Eisner attribue en partie cet effet au fait que, même si la forte activité économique amène des hausses plus rapides du salaire nominal, ces hausses sont compensées par une accélération de la productivité, si bien que le taux d'accroissement du coût salarial unitaire (et donc le taux d'accroissement des prix) reste *grossomodo* constant.

Depuis l'administration Roosevelt, les administrations américaines successives ont toujours su pratiquer la stimulation de l'économie au moyen de fortes commandes publiques : dans les infrastructures et les dépenses militaires sous Roosevelt, puis, depuis 1971, année de la démonétisation de l'or, en dépensant pour la recherche et pour la Défense sans se préoccuper du déficit (qui est toujours couvert par des émissions de liquidités de la *Federal Reserve*), ni du cours de leur monnaie, devenu flottant. La seule limite de cette politique est, évidemment, l'accord du Congrès pour émettre toujours plus de bons du Trésor. Mais la possibilité, pour les Etats-Unis, d'utiliser toutes leurs ressources humaines leur est toujours ouverte : c'est une décision *politique*. Ainsi, durant de nombreuses années (période 1989-1994), le déficit budgétaire américain a avoisiné le budget du département de la Défense, sans que personne ne s'en émût et sans que le crédit des Etats-Unis en fût affecté. Dans les économies européennes (en raison, sans doute, de leur tradition agricole), on a toujours estimé que la monnaie était com-

parable au blé, et qu'il était nécessaire d'en avoir épargné pour pouvoir investir.

L'ÉTAT PEUT AGIR POUR REMÉDIER AUX EFFETS DE LA CRISE ACTUELLE

Depuis 1994, date de la publication du texte d'Eisner, la concurrence internationale s'est exacerbée, creusant les déficits américains et les excédents asiatiques, en générant des problèmes sociaux préoccupants aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe. C'est pourquoi, même pour les Etats-Unis, il n'est plus possible de faire cavalier seul, et une concertation et une régulation mondiales apparaissent aujourd'hui nécessaires (en particulier pour ce qui concerne les échanges commerciaux et le système monétaire international). Néanmoins, nombre des idées de Robert Eisner sont directement applicables en Europe, notamment celles concernant le déficit et la dette.

Dans le contexte européen actuel, il ne faut craindre ni le déficit ni la dette. Toutes les conditions définies par Eisner justifiant une telle attitude sont, en effet, réunies :

- un taux de chômage très élevé : une augmentation du déficit n'aurait pas d'effet sur l'inflation ;
- un Euro trop fort : il n'y a pas lieu de redouter une baisse de la monnaie européenne qui, si elle renchérirait le coût de l'énergie, aurait un effet positif sur les exportations de produits de haute technologie et, donc, sur l'emploi à haute valeur ajoutée ;
- des investissements insuffisants pour maintenir ou accroître la richesse nationale, et donc assurer le bien-être de nos enfants et petits enfants.

Toutefois, le contexte monétaire européen actuel diffère fortement de celui des Etats-Unis. Pour permettre le plein emploi de nos ressources, nous suggérons de promouvoir les réformes ci-après, qui devraient faire de l'Euro un outil obéissant aux mêmes règles que le Dollar :

- le pacte de stabilité doit devenir un pacte de croissance : le plein emploi doit être un objectif de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) ;
- la BCE doit avoir les mêmes possibilités que la *Federal Reserve* des Etats-Unis, en matière d'achat de bons du Trésor émis par les pays de l'Euro pour financer leurs investissements ;
- tant que le plein emploi n'est pas assuré, l'accroissement de la dette – je préfère parler des emprunts de l'Etat (des Etats) – doit être accepté, car il permet de financer les dépenses d'investissement en privilégiant les dépenses domestiques (c'est la préférence européenne, laquelle est inscrite dans le traité de l'Union européenne) ;
- enfin, le patrimoine industriel et intellectuel européen, qui permet d'avoir des avantages comparatifs significatifs sur les productions du reste du monde, doit être protégé grâce à une politique intelligente de

contrôle des transferts technologiques. Un contrôle des exportations de technologies devrait être envisagé, semblable à celui que l'Union européenne a instauré sur les exportations des biens et des technologies à double usage, civil et militaire (9).

Pour sortir de la crise, l'industrie et les laboratoires de recherche et de développement ont besoin de commandes et non de subsides. Ces commandes doivent porter sur tous les investissements susceptibles d'accroître (à moyen ou à long terme) la richesse de la Nation et d'être financés par l'Etat, en s'appuyant sur les nouvelles règles de gouvernance de l'Euro que nous avons suggérées ci-dessus.

Les axes d'effort définis dans le rapport de la commission sur le « grand emprunt » et les récents Etats généraux de l'industrie montrent, certes, que les bons sujets ne manquent pas, mais aussi qu'il faut très peu compter sur les acteurs privés pour en assurer le financement. L'Etat doit adapter son réseau d'établissements publics aux investissements à financer en créant (uniquement quand c'est nécessaire) de nouvelles agences et il doit, parallèlement, mettre en place les crédits budgétaires qui permettront la passation des commandes. Il peut aussi augmenter sa participation dans des grandes entreprises, dans les cas où il apparaît que des investissements importants sont nécessaires pour permettre à un produit commercialisable, dont le retour sur investissement est assuré, de passer du stade de prototype au stade de la production.

On retrouve ici la nécessité absolue pour l'Etat de continuer à disposer de grands corps techniques

capables de gérer ses investissements, de choisir les meilleures propositions des industriels et de mettre en place les moyens d'évaluer les résultats obtenus.

Il faut également retrouver « l'ardente obligation du Plan » (pour reprendre l'expression frappante du Général Charles de Gaulle), qui permette de guider les choix en matière d'investissements publics et de déterminer le montant des dépenses à prévoir, année après année, pour la mise en place et le renouvellement de ces investissements.

Bien évidemment, il n'est pas question pour la France d'agir seule, et je fais tout à fait mienne cette image à laquelle a eu recours l'ancien ministre allemand des Finances, Klaus Kinkel, en 1996 : « Quiconque préfère sa chemise nationale à la veste européenne ne tardera pas à s'apercevoir qu'il fait bigrement froid, sans veste ! ».

J'ai la conviction que le problème de l'investissement public se pose aujourd'hui dans les mêmes termes pour tous les pays de l'Euro et pour tous ceux qui souhaitent les rejoindre. J'appelle de mes vœux une prise de conscience collective de la nécessité de réformer la gouvernance de la monnaie commune, afin d'en faire un outil efficace au service des économies des pays membres.

(9) Dernière version de ce règlement : CE 428/2009 (du 5 mai 2009).